

SÉNAT DE BELGIQUE

RÉUNION DU 10 OCTOBRE 1928

Rapport de la Commission de la Défense Nationale chargée de l'examen du Projet de Loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service.

(Voir les n°s 221, 260 ; les feuillets d'amendements I à XV et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 18, 19, 20, 25, 26 juillet ; 1^{er}, 2, 3, 8, 9, 10, 16, 17, 22, 23, 24, 29, 30 août ; 5, 6 et 14 septembre 1928, et le n° 183 du Sénat.)

Présents : MM. LEKEU, président ; le chevalier BEHAGHEL DE BUEREN, le vicomte BERRYER, CALONNE, DAMAS, le comte DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, DE BROUCKERE, DELANNOY, le baron DE MÉVIUS, DERBAIX, DEWAELE, le baron D'HUART, DIRIKEN, HUISMAN-VAN DEN NEST, HUYSMANS (Armand), PIERLOT, SPILLEMAECKERS, VERBRUGGE et le vicomte DU BUS DE WARNAFFE, rapporteur.

Considérations générales.

MADAME, MESSIEURS,

Nous voici saisis à nouveau du problème des obligations de milice, à un moment où les épreuves de la Grande Guerre ont rendu plus vivace que jamais le désir de paix et de dégrèvement des charges militaires.

Ces aspirations sont générales : elles s'affirment en de solennelles assises. Elles s'expriment sous toutes formes : dans le traité de Locarno, dans le pacte Kellogg.

La Société des Nations, sollicitée par les vœux de ses mandants, tâche à organiser le désarmement, ou pour parler de façon plus précise, la limitation des armements. Les difficultés qu'elle rencontre se révèlent par des incidents continuels, et, tout récemment par l'ajournement à l'année prochaine de la Commission préparatoire compétente.

De ces efforts stagnants, de ces espérances contrariées naît une atmosphère

d'impatience et d'insécurité dont la Belgique souffre cruellement, parce qu'elle se sait menacée plus que toute autre nation.

Malgré son absence absolue d'ambition et d'impérialisme, et son fervent amour de la paix, elle ne peut demeurer impassible et inerte devant les périls dont elle ne saurait, sans imprudence coupable, méconnaître l'existence.

Ainsi se fait qu'une fois de plus, contre notre gré et contre nos espoirs, nous nous trouvons acculés à la nécessité de reviser nos instruments de défense et de les adapter aux dangers spéciaux qui nous menacent et aux progrès continus de ce qu'on appelle « l'art de la guerre ». Coincé entre des ennemis héréditaires, notre territoire a été, de tous temps, et demeure le champ de bataille convoité par des belligérants éventuels.

Quelle armée nous faut-il pour assurer notre sécurité?

Ce serait, à notre sens, une grave erreur de confondre cette question avec

celle de la durée de service actif nécessaire pour la formation du soldat.

Six mois de service actif suffisent-ils, non pas pour former un soldat, mais pour nous assurer une armée capable de protéger efficacement nos frontières?

Voilà le seul problème et ce n'est pas nous diminuer, mais au contraire faire acte de vérité et de loyauté que de reconnaître qu'il est d'ordre essentiellement technique et qu'il ne peut être résolu que par des compétences.

M. le Ministre de la Défense Nationale rappelait récemment à la Chambre de sages paroles prononcées par M. Vandervelde, et que voici :

« J'ai toujours déclaré que le principe du service de six mois n'était qu'un schéma, et que seul un Gouvernement responsable, ayant à sa disposition des concours techniques que l'initiative parlementaire ne possède point, était en mesure d'élaborer un projet organique. »

Cette déclaration met toutes choses en leur place normale, et détermine clairement les rôles respectifs des collaborateurs de l'œuvre si grave de la défense nationale.

Aux compétences à donner leur avis.

Au Gouvernement à s'en inspirer, à apprécier, sous sa responsabilité, les divergences qui peuvent exister, à faire choix judicieux et à prendre l'initiative des propositions qu'il considère comme nécessaires.

Au Parlement, saisi de ces propositions, appartient la *décision*, et partant la responsabilité essentielle.

Le rôle du Gouvernement est ingrat, car, quoi qu'il fasse, il a la certitude de blesser des intérêts, d'imposer des sacrifices et d'encourir, par le fait, une impopularité que l'on s'ingéniera à fomentier et à entretenir.

Mais, cette mission, il ne peut l'éluider sans trahir le pays. Et cela lui donne l'assurance qu'il aura à ses côtés ceux qui partagent avec lui la responsabilité de la direction des affaires du pays, et qui lui font confiance.

On ne pourra dénier que c'est avec un soin scrupuleux que le Gouvernement a rempli le devoir qui lui incombait de saisir le Parlement d'un projet de réformes.

Il a pris soin de réunir une Commission qui a accompli en conscience la mission qui lui était impartie.

On y a entendu exposer des idées et des systèmes parfois divers, mais surtout on y a eu la révélation de faits, ceux-là indiscutables, qui sont l'origine et la justification de l'initiative du Gouvernement et de celles qui suivront.

Ces faits sont notamment les suivants :

Sous le régime du service de dix mois, notre frontière reste ouverte pendant quatre mois de l'année.

Notre matériel est insuffisant et vétuste.

Nos cadres sont en déficit, et ne sont pas à la hauteur de leur mission.

Le matériel pour l'instruction du soldat fait défaut.

Notre système fortificatif doit être rétabli et complété.

Nous n'avons pas à nous occuper pour l'instant de toutes les mesures que proposera le Gouvernement pour parer aux lacunes révélées. Nous ne sommes saisis actuellement que de la loi de recrutement, qui fixe les modalités des prestations personnelles des miliciens, et notamment la durée du temps de service. Et ici il faut répéter que la durée du temps de service n'est pas seulement facteur de l'instruction du soldat.

A cet égard les propositions du Gouvernement établissent que huit mois peuvent suffire, et que ce terme, à ce point de vue *spécial*, pourrait peut-être être réduit si les méthodes et le matériel étaient modernisés.

Mais un soldat formé n'est qu'un élément de l'armée, et l'armée a un rôle et doit être à même de s'en acquitter.

Ce rôle c'est la garde de nos frontières.

Et pour le remplir, il faut qu'elle soit à son poste, en tous temps, parce

que la menace est permanente, et qu'une défaillance serait une véritable provocation.

Voilà comme quoi la durée du temps de service actif est un élément essentiel de la couverture dont l'Etat-major proclame l'importance primordiale.

Telle est l'origine des propositions du Gouvernement.

Elles sont vivement combattues : c'est là chose normale.

Pour un Gouvernement qui s'est éclairé, qui a mûrement réfléchi, et qui, en conscience, formule des réformes dont la nécessité et l'urgence lui paraissent évidentes, le devoir est d'en demander la ratification au Parlement.

A. — Examen des articles devant la Chambre des Représentants.

La loi de recrutement de 1923 fixait au 1^{er} juillet le point de départ des obligations militaires, du *terme de milice*.

Le projet porte cette date au 1^{er} mai.

Cette proposition a fait l'objet de vives critiques au cours de la discussion devant la Chambre. On lui reprochait de méconnaître les convenances professionnelles des miliciens, notamment des agriculteurs et des ouvriers agricoles.

En réalité, ces objections reposaient sur une confusion : la date envisagée n'est pas la date d'*appel sous les armes*, mais le point de départ de la durée totale des obligations militaires.

La date d'appel des miliciens sous les armes, — de leur incorporation effective, — n'a jamais été déterminée par la loi. Elle est fixée par le Ministre de la Défense Nationale suivant les nécessités de l'organisation de l'armée.

Au cours des débats, M. le Ministre de la Défense Nationale a justifié la modification proposée en faisant remarquer qu'à l'avenir, une partie de la classe de milice devra être appelée le 1^{er} juin. Il importe, dès lors, à toute évidence, que le point de départ des

obligations de milice soit fixé à une date antérieure.

La modification proposée n'a pas d'autre portée.

ART. 2.

La loi de 1923 portait en son article 6 :

« CHAPITRE II.

» Des groupements régionaux.

» *Art. 6.* — Au point de vue du recrutement, le territoire est divisé en groupements comprenant un nombre proportionnel d'éléments flamands et wallons et d'éléments provenant de centres agricoles et industriels. Chaque groupement fournit, en principe, les miliciens nécessaires à une division d'infanterie déterminée, au sein de laquelle ils sont répartis selon les besoins du service et sans qu'il soit tenu compte de leur origine.

» Les miliciens des troupes de corps d'armée sont recrutés dans les groupements des divisions composant le corps d'armée.

» Les troupes n'entrant pas dans la composition des corps d'armée sont recrutées sur l'ensemble du territoire.

» Dans l'application des dispositions précédentes, le Ministre de la Défense Nationale assignera, autant que possible, aux miliciens, des garnisons situées à moins de 50 kilomètres de leur domicile et, dans le cas où cette distance devra être dépassée, tiendra compte des facilités de communications ferroviaires entre la garnison assignée et le domicile du milicien.

» Le Ministre de la Défense Nationale déposera chaque année, pendant quinze jours de session, sur les bureaux des deux Chambres, un plan indiquant la distribution des garnisons par rapport avec les groupements de recrutement institués en vertu du premier alinéa du présent article. »

Le texte qui nous est soumis, substituant le groupement par provinces aux groupements régionaux déterminés

par le Ministre de la Défense Nationale, est libellé comme suit :

« L'article 6 des lois coordonnées est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les miliciens sont désignés pour les garnisons situées dans la province dans laquelle ils sont inscrits pour la milice, et ce, jusqu'à concurrence des effectifs qui y sont casernés.

» L'excédent éventuel est affecté aux garnisons d'une province voisine — de préférence du même groupe linguistique ou de la province de Brabant — pour laquelle le nombre de miliciens est inférieur aux nécessités organiques.

» Dans l'application des dispositions précédentes, le Ministre de la Défense Nationale assignera, autant que possible, aux miliciens, des garnisons situées à moins de 50 kilomètres de leur domicile et, dans le cas où cette distance devra être dépassée, tiendra compte des facilités de communications ferroviaires entre la garnison assignée et le domicile du milicien.

» Sur leur demande, les miliciens pourront toutefois être affectés à d'autres garnisons que celles désignées en vertu des dispositions précédentes. Un arrêté royal réglera l'exercice de cette faculté.

» Les troupes d'occupation rhénane sont recrutées sur l'ensemble du territoire.

» Si les ressources de la province ne permettent pas de fournir les éléments aptes pour les troupes d'armée, ainsi que les spécialistes indispensables aux autres corps et services, ces éléments sont recrutés dans les provinces voisines et, en cas d'absolue nécessité, sur l'ensemble du territoire. »

M. le Ministre de la Défense Nationale a nettement indiqué le but de ces dispositions :

« Le Gouvernement et la Commission mixte, a-t-il dit, n'ont jamais cherché à créer des régions de recrutement linguistique provinciale ou autres, mais se sont toujours placés au point de vue suivant :

» 1^o Maintenir les miliciens le plus près possible de leur famille ;

» 2^o Permettre aux hommes de recevoir l'instruction dans leur langue maternelle, ce qui se réalisera par la création d'unités d'une expression linguistique déterminée. »

Le principe de ces dispositions n'a pas été combattu à la Chambre. Les amendements proposés tendaient, au contraire, à en assurer l'application à des cas particuliers, et même exceptionnels.

M. Poulet, rapporteur, a répondu, avec raison, qu'il était impossible de régler tous les détails d'exécution ; qu'il faut s'en tenir à des dispositions générales et éviter d'être trop précis, de façon à ce que la loi soit assez souple pour permettre, dans l'intérêt des miliciens, une application pratique et rationnelle du système de recrutement.

ART. 3.

Suppression de l'article 9b de la loi de 1923.

Cet article a été adopté sans observation.

Il consacre une abrogation de fait.

ART. 4.

Texte de la loi de 1923.

b) Les demandes de sursis sont agréées sans plus de formalités si, dans chacune des provinces, leur nombre ne dépasse pas 12 p. c. du chiffre des inscrits visés à l'article 4.

Texte nouveau.

Le premier alinéa du littéra b de l'article 11 des lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

« b) Les demandes de sursis sont accordées sans autre formalité si, pour l'ensemble du pays, leur nombre ne dépasse pas 15 p. c. des inscrits visés à l'article 4. »

Dans la pratique, on confond trop souvent *sursis* et *exemption*, et il y a trace de cette confusion dans les débats à la Chambre à propos de cet article.

Le sursis prévu à l'article 11 de la loi — par opposition au sursis prévu à l'article 12 qui aboutit à la dispense de service en temps de paix — n'exonère pas l'inscrit du service en temps de paix; il lui permet simplement, à la faveur de sursis renouvelables, de *différer* l'accomplissement de ses obligations militaires jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans.

Mais il faut prévoir l'éventualité où le nombre de ces demandes serait tellement élevé que la consistance du contingent serait compromise.

Sous la loi de 1923, les demandes de sursis d'un an étaient agréées sans aucune justification à produire et, partant, sans l'intervention des conseils de milice si, dans aucune province, leur nombre ne dépassait 12 p. c. du chiffre des inscrits de la province.

Si donc, dans une seule province le pourcentage était dépassé d'une unité, la loi commandait de soumettre toutes les demandes à la décision des conseils de milice *dans les neuf provinces*, même si, dans l'ensemble, les 12 p. c. n'étaient pas atteints.

La formule nouvelle élargit l'application de l'article 11, en ce sens que, désormais, toutes les demandes de sursis seront agréées, sans justification aucune et sans l'intervention des conseils de milice, par conséquent, si leur nombre n'excède pas pour l'ensemble du Royaume 15 p. c. du chiffre global des inscrits.

Il en résulte une grande simplification des opérations de contrôle, sans aucun préjudice pour les demandeurs en sursis.

En outre, il y a lieu d'observer que, si le pourcentage légal venait à être dépassé, le nombre d'agréations ne serait pas limité à 15 p. c. du chiffre des inscrits. Tous ceux qui pourraient justifier devant le conseil de milice qu'ils se trouvent dans l'une des conditions limitativement énumérées à l'article 11, obtiendraient satisfaction.

ART. 5.

Texte nouveau.

1. Il est intercalé, sous le n° 1^o, après le deuxième alinéa du littéra *b* de l'article 11 des lois coordonnées, une disposition ainsi conçue :

« 1^o Aux officiers de marine, aux élèves des écoles de navigation et des écoles de pêche, aux mécaniciens, chauffeurs et matelots spécialisés de la marine de l'Etat, de la marine marchande et de la flotte de pêche. »

2. Les dispositions numérotées 1^o à 8^o du littéra *b* de l'article 11 des lois coordonnées, porteront désormais les nos 2^o à 9^o. »

Cette disposition réserve aux gens de mer, en tous cas, la faculté du sursis.

Elle a provoqué de vives objections.

Pourquoi, a-t-on dit, ce privilège accordé à une profession ?

M. le Ministre de la Défense Nationale a répondu que sa proposition n'avait pas pour fin de favoriser telle catégorie de travailleurs, mais était inspirée par l'intérêt du pays et de l'armée qui demande que les marins ne soient pas détournés de leur carrière. En temps de guerre, il y a des missions très difficiles à remplir qui nécessitent la présence de gens de mer rompus au métier.

Au surplus, il s'agit ici non d'exemption des obligations militaires, mais simplement de sursis d'appel, et il semble bien que ceux qui ont combattu le projet sur ce point l'aient perdu de vue.

Les gens de mer ne seront dégagés de leurs obligations de service en temps de paix que si, à l'expiration de la huitième année, ils n'ont pas abandonné leur profession de marin. Ils pourront ainsi bénéficier des dispositions des articles 11 et 12.

De plus, l'énumération portée à l'article 11 de la loi n'établit pas un ordre de préférence, mais détermine ceux qui, de toutes façons, ont droit de demander et d'obtenir sursis.

D'où il conste que les objections soulevées étaient sans pertinence.

ART. 6, 7, 8, 9.

Les modifications proposées sont purement de rédaction et sont nécessitées par la faculté de sursis accordé aux gens de mer et le changement de texte apporté en conséquence à l'article 11 de la loi en vigueur.

M. Somerhausen avait déposé un amendement donnant au Conseil supérieur de milice le droit d'accorder des exemptions définitives.

Cet amendement a été rejeté comme ouvrant la voie à l'arbitraire.

ART. 10.

Texte nouveau.

« L'article 37 des lois coordonnées est complété par la disposition suivante :

» c) Le Ministre de la Défense Nationale a également un droit d'appel, mais uniquement à l'égard des miliciens exemptés ou ajournés par les bureaux de recrutement.

» L'exercice de ce droit sera réglé par arrêté royal. »

Sous la législation actuelle, le droit d'appel contre les décisions des médecins assistants du bureau de recrutement n'appartient qu'aux inscrits n'ayant pas été soumis à une observation à l'hôpital.

Certaines décisions des bureaux de recrutement ayant donné lieu à protestations, le Ministre de la Défense Nationale a cru opportun de se réserver également droit d'appel à l'égard des miliciens exemptés ou ajournés, de façon à pouvoir éventuellement contrôler les octrois de dispenses.

A la Chambre, il a été proposé de rendre absolu et général le droit d'appel du Ministre, mais le Gouvernement a jugé qu'il n'y avait pas lieu d'étendre son droit au delà des limites que fixe le projet.

ART. 11.

Texte nouveau.

Le littéra *b* de l'article 49 des lois coordonnées est remplacé par la disposition suivante :

« *b*) Les miliciens porteurs du diplôme de docteur en médecine qui contractent un engagement pour l'armée coloniale, sont mis à la disposition du Ministre des Colonies pour la durée de leurs obligations de service actif dans l'armée métropolitaine.

» Les miliciens qui résident de façon continue dans la Colonie, leurs parents y étant établis depuis dix ans au moins, et qui, après avoir épuisé la série des sursis prévus à l'article 11, contractent un engagement pour la Colonie, sont mis à la disposition du Ministre des Colonies pour la durée de leurs obligations militaires dans l'armée métropolitaine. Ils sont maintenus dans la réserve de recrutement. »

La disparition du *b* ancien s'impose depuis la suppression du corps des torpilleurs et marins, l'affectation qu'il prévoyait n'étant plus réalisable.

D'autre part, il était nécessaire de prévoir la mise à la disposition du Ministre des Colonies des médecins contractant un engagement dans l'armée coloniale, et les miliciens établis au Congo et servant la Colonie.

ART. 12.

L'article 50 des lois coordonnées n'appelait à la formation des cadres de réserve que les miliciens qui en faisaient la demande : ce n'était qu'en cas de déficit que le Ministre de la Défense Nationale avait le droit de désigner d'office des jeunes gens remplissant certaines conditions déterminées par lui.

Désormais, les miliciens réunissant ces conditions devront obligatoirement concourir au recrutement des cadres de complément.

ART. 13.

Durée du service actif.

Nous nous en référons sur ce point aux considérations générales du présent rapport.

En réalité, la discussion à la Chambre n'a porté que sur l'antagonisme entre le principe absolu du service de six mois et tout autre système comportant des prestations personnelles plus rigoureuses, sans que les modalités du régime proposé par le Gouvernement aient été spécialement examinées.

ART. 14 à 23.

Ces articles ont été adoptés sans discussion, ou après des observations d'intérêt secondaire.

B. — Discussions au sein de la Commission de la Défense Nationale du Sénat.

N. B. — *Il a été rédigé par les soins du Greffe un compte rendu analytique des débats.*

Ce procès-verbal, soumis à la Commission et approuvé par elle, a été déposé au Greffe pour être mis à la disposition des membres de la Haute-Assemblée.

Nous nous en référons à ce document et nous n'exposerons au présent rapport que certaines questions sur lesquelles il a été particulièrement insisté.

I. — DISCUSSION GÉNÉRALE.

Un membre conteste que le projet du Gouvernement soit l'énoncé des conclusions de la Commission mixte.

Il croit que le chiffre prévu pour le contingent annuel ne permettra pas de constituer les six divisions actives, d'un effectif de 195,000 hommes, envisagées par M. le général Galet, dans son exposé à la Commission mixte.

Déduction faite des déchets et des affectations de miliciens aux services et emplois, le contingent de 44,000 hommes est réduit à 30,000 hommes de troupes.

L'armée active se composant en moyenne de trois à quatre classes suivant les armes, en moyenne trois et demi, ne comportera, dès lors, qu'environ 100,000 hommes, au lieu du chiffre prévu par l'État-major.

Il juge partant nécessaire que des explications soient fournies sur ce point par le Gouvernement, au cours de la discussion publique.

II. — DISCUSSION DES ARTICLES.

ARTICLE PREMIER.

Cet article a été adopté par 7 voix contre 6.

ART. 2.

Un membre a fait observer que le texte de cet article est ambigu, et qu'au cours des débats à la Chambre, il a été différemment interprété par le rapporteur M. Pouillet (p. 3 de son rapport), et par M. le Ministre de la Défense Nationale (*Ann. Parlem.*, p. 2041).

Si la rédaction n'en peut être remaniée, tout au moins faudrait-il que la discussion au Sénat en fasse apparaître la portée précise.

Il est certain qu'à raison de l'emplacement des garnisons, le principe de l'incorporation des miliciens dans leur province devra subir de nombreuses exceptions, et il importe, dès lors, que les règles qui seront suivies soient clairement définies.

L'article 2 a été soumis au vote et adopté par 7 voix contre 6.

ART. 5.

Pour être éclairée sur la situation spéciale faite aux marins par cet article,

la Commission a demandé au Gouvernement communication du rapport de la Commission nommée pour donner son avis sur l'affectation des gens de mer. A la suite de cette demande, ce rapport nous a été transmis et déposé au Greffe.

ART. 10.

La Commission s'est émue du nombre croissant des exemptions.

Cette situation lui paraît d'autant plus anormale, qu'il y a de singuliers écarts dans la proportion des exemptés suivant les régions.

C'est ainsi que la Flandre Occidentale, la province la plus éprouvée au cours de la guerre, marquée pour en subir plus profondément les conséquences, est celle qui a le moins d'exemptés.

C'est pour remédier à des abus qui paraissent évidents que la disposition de l'article 10 est proposée: elle permettra au Ministre de la Défense Nationale de contrôler les décisions suspectes.

La Commission a demandé au Gouvernement la statistique des exemptions par catégories de maladies pour s'éclairer sur les possibilités de simulation ou de fraude.

Ces renseignements ont été fournis à la Commission et déposés au Greffe.

ART. 12.

Un membre critique la rédaction de cet article qui astreint les miliciens qui réunissent certaines *conditions d'études* à concourir au recrutement des cadres de complément.

M. le Ministre de la Défense Nationale, interrogé sur la portée de cette disposition, a répondu qu'elle serait appliquée comme elle l'avait été sous le régime actuel. Or, les circulaires d'application visent non seulement des miliciens qui sont porteurs de diplômes justifiant *d'études*, mais aussi des miliciens exerçant *certaines fonctions*, sans qu'ils soient porteurs de diplômes. On assimile ainsi les mots «conditions d'études» —

qui ont un sens bien précis, avec les mots «exercice de certaines fonctions», qui signifient tout autre chose.

D'où il apparaît que l'on donne aux mots de la loi une extension par analogie qu'elle ne prévoit pas.

Un membre s'est demandé quel sera le sort des instituteurs et des brancardiers, remplissant les conditions d'études prévues pour le recrutement des cadres de complément.

D'après lui, l'article 12 les astreint au service de longue durée.

Nous ne pensons pas qu'il en soit ainsi.

En effet, les articles qui visent certains instituteurs et certains miliciens affectés à des services auxiliaires ne sont pas abrogés (art. 86c et art. 49 des lois coordonnées).

Ces articles leur demeurent incontestablement applicables, et dès lors, ils ne tombent pas sous l'application de l'article 12. Cela résulte d'ailleurs expressément de la réponse faite par le Gouvernement à la question II, n° 3, lui posée par la Commission de la Chambre (p. 8 de l'annexe II au rapport de M. Pouillet).

ART. 13.

Un membre présente les observations suivantes :

1. L'article 57 de la loi de milice, non abrogé, fixe le contingent annuel à 44,000 hommes; l'article 13 du projet actuel divise ce contingent en deux parties : une première qui fera plus de huit mois de service; la seconde qui fera huit mois.

Le nombre des miliciens à incorporer dans la première partie, est fixé à 21,000 augmenté du nombre correspondant au déchet de l'exercice précédent, ce qui le porte, au total, à 23,100 environ.

Il en résulte que le nombre de miliciens que l'on pourra incorporer dans la seconde partie, se trouve être de 44,000—23,100, soit 20,900, nombre

qui se trouve lui-même réduit à 19,000, après déduction des déchets. Or, d'après le tableau annexé à la réponse faite à la question 6 de la Commission spéciale de la Chambre, les prestations personnelles nécessaires sont de 22,900.

Si le tableau indique le nombre brut, les disponibilités seront donc inférieures aux nécessités correspondantes de 2,000 unités environ.

Si, ainsi que le texte semble l'indiquer, les chiffres du tableau sont nets, le déficit sera de 3,900, soit de 17 p. c. environ.

Dans ces conditions, le plan d'organisation militaire prévu par le Gouvernement ne sera-t-il pas compromis ?

2. L'article 13*d*, 2^o, prévoit l'affectation au contingent de 21,000 hommes à service prolongé des agents temporaires, stagiaires ou définitifs des administrations de l'Etat et des *établissements placés sous le contrôle de ces administrations*.

Antérieurement on employait l'expression « établissements placés sous le contrôle des *mêmes pouvoirs* », ce qui répondait aux notions de notre droit public, reconnaissant comme pouvoirs l'Etat, les provinces et les communes.

Et voici qu'apparaît le contrôle d'administrations placées elles-mêmes sous le contrôle d'un pouvoir public régulier.

Quels sont les établissements ainsi visés ?

3. Le même membre se réserve de demander des explications au sujet de l'article 13, *e*), 1^o et *f*), dispositions qui lui paraissent obscures et dont l'application, en tous cas, risque de faire naître des anomalies.

Ainsi par exemple, si l'excédent est minime au point que la discrimination accordée aux familles pour services antérieurs, exige que ces services s'élèvent à 3 ou plus, les miliciens de ces familles seront primés par les miliciens visés au littéra *f*), alors que les familles de ces derniers n'auront fourni que deux prestations, ce qui ne semble pas justifié.

Des explications précises seront nécessaires pour interpréter ces dispositions.

Un membre trouve excessif que la période pendant laquelle pourront avoir lieu les rappels soit de dix ans, tant au point de vue du milicien, que de l'intérêt de l'armée.

La Commission a posé au Gouvernement la question suivante :

« La Commission prie M. le Ministre de vouloir bien lui fournir les indications suivantes :

» Quels sont les administrations et services dépendant directement ou indirectement de l'Etat (par exemple, sociétés concessionnaires), où des emplois civils seront réservés aux sous-officiers ?

» Quel est le nombre total d'emplois de ce genre que le Gouvernement entend réserver aux sous-officiers ?

» Quelle est la répartition de ces emplois par administration ou service intéressé ? »

Ces questions doivent être réglées législativement. Elles font l'objet de diverses propositions soumises au Parlement. (Voir notamment *Documents Parlementaires*, n° 237 (1921-1922), n° 302 (1923-1924), n° 28 (1927-1928).

Au sujet d'une question relative à l'application du 2^o, du littéra *d*) de l'article 13, le Gouvernement a répondu :

« La plupart des agents de l'Etat, » pour ne pas dire la totalité, sont des » spécialistes que l'armée doit nécessairement affecter aux troupes techniques — troupes de chemins de fer, » troupes de transmission —. Sous le » régime actuel, ces agents sont désignés d'office pour les formations » techniques prémentionnées et servent » de ce fait douze mois. La disposition » du 2^o, littéra *d*) de l'article 13 du » projet de loi n'a d'autre portée que » d'assurer le maintien de la situation » du moment.

» En effet, sans cette nouvelle disposition, seuls les agents de l'Etat, » premiers appelés de chaque famille,

» seraient astreints à douze mois de service, les autres ne devant que huit mois. Or, il est indispensable pour des nécessités de l'armée, que tous les miliciens déjà partiellement spécialisés et versés dans les troupes techniques, servent douze mois.

» La situation toute particulière faite aux agents de l'Etat justifie la prestation personnelle qui leur est demandée. En effet, ces agents sont assurés de la stabilité de leur emploi et n'ont pas à craindre de chômage, soit par crise industrielle, soit pour toute autre cause, leur travail étant toujours assuré. De plus, à la fin de leur carrière, ils touchent une pension dont les frais incombent entièrement à l'administration qui les emploie.

» Voici, à titre documentaire, ce que la classe de 1928 a donné comme agents de l'Etat, étant entendu que, dans cette rubrique sont compris les agents de la Société Nationale des Chemins de fer.

Profession : Nombre d'agents de l'Etat désignés pour le service en 1928.

» Agents postes : Télégraphie, téléphonie (rubrique générale comprenant commis d'ordre, commis d'exploitation, etc.)	161
» Agréés	20
» Ajusteurs, monteurs locomotives	15
» Chauffeurs de machines rou-lantes	21
» Téléphonistes	27
» Aide à l'administration des postes, télégraphes et téléphones (morsiste)	1
» Morsistes	119
» Annotateur de chemin de fer.	1
» Ajusteurs, monteurs de wagons	2
» Piocheurs de chemins de fer.	40
» Manœuvres de chemins de fer.	55
» Porteurs d'avis.	5
» Facteurs des Postes	28

» Poseurs de télégraphes	5
» Porteurs de télégrammes	19
» Appareilleurs de télégraphe et téléphone	3
» Agents employés à la construction des lignes télégraphiques et téléphoniques.	5
» Opérateurs de téléphonie sans fil	7
» Électriciens.	6
» Poseurs	6
» Télégraphistes	14
» Opérateurs de chemins de fer.	2
» Accrocheurs de wagons	—
» Chargeurs	4
» Machinistes.	1
» Cabiniers	1
» Ajusteurs	1
» Estampilleurs	2

571

» Le Département ne possède aucun renseignement en ce qui concerne le nombre d'agents des autres services de l'Etat, douanes, accises, commis techniques, des contributions, des finances, etc... Ce nombre ne doit toutefois pas être fort élevé, la plupart de ces jeunes gens ayant effectué leur service militaire avant d'entrer en fonctions.

» Il est vraisemblable que le nombre d'agents de l'Etat appelés à fournir douze mois de service ne dépassera pas 800.

» Le tableau ci-dessous donne le nombre d'agents de l'Etat demandés par les troupes de Chemins de fer, et les troupes de transmission :

» Agréés, commis	15
» Ajusteurs, monteurs H. L.	18
» Ajusteurs, monteurs wagons	2
» Chauffeurs de machines rou-lantes	44
» Gardes, serre-freins	21
» Magasiniers, lampistes	4
» Gardes excentriques	15

» Outilleurs	5
» Piocheurs	125
» Poseurs appareilleurs	2
» Agents morsistes des chemins » de fer et des postes, télégraphes » et téléphones	325
» Poseurs, aides-poseurs, élec- » triciens, aides de postes, télé- » graphes et téléphones employés » à la construction et l'entretien » des lignes télégraphiques et télé- » phoniques	100
» Appareilleurs de téléphonie, » télégraphie	50
	—
	726

» Le nombre de miliciens agents des
» chemins de fer, postes, télégraphes et
» téléphones, disponibles n'atteint donc
» pas les besoins des troupes de chemins
» de fer et de transmission.

» D'après le texte du projet de loi,
» seront astreints à douze mois : « les
» agents temporaires, stagiaires et défi-
» nitifs des administrations de l'Etat
» et des établissements placés sous le
» contrôle de ces administrations. »

» Ce texte est justifié par le fait que
» les dénominations « temporaires, sta-
» giaires, etc. » ont parfois une signifi-
» cation différente suivant les départe-
» ments intéressés. En fait, la Com-
» mission interministérielle qui sera
» chargée de l'élaboration de l'arrêté
» royal prévu par le projet de loi aura
» à sérier les agents suivant le principe
» que seuls seront astreints à douze
» mois de service les agents *qui font*
» *carrière* dans les administrations de
» l'Etat. Cette même Commission aura
» à établir la nomenclature des établis-
» sements placés sous le contrôle de
» l'Etat et dont les agents tomberont
» sous l'application de la nouvelle dis-
» position légale. »

L'article 13 est approuvé par 6 voix
contre 5 et 1 abstention.

ART. 18.

Cet article fixe à trente-deux ans la

limite du maintien des sous-officiers au
service actif.

Un membre a objecté que cette
disposition pourrait violer les droits
acquis en vertu de conventions qui
devraient être respectées.

Un membre expose que le Gouverne-
ment estime à 5,900 le nombre des
volontaires qu'il faudra engager pour
occuper les emplois prévus : cela résulte
de la réponse faite par M. le Ministre
de la Défense Nationale à une question
posée par la Commission spéciale de la
Chambre. (Document 260, annexe II
au rapport de M. Pouillet, page 15). Le
Gouvernement a déclaré ne pouvoir
évaluer la dépense qui en résultera.

Ne pourrait-on tout au moins avoir
des indications sur le minimum de cette
dépense ?

Le Gouvernement, à qui cette ques-
tion a été transmise par votre rappor-
teur, a répondu qu'il fallait compter
sur un minimum de 10,000 francs par
volontaire.

D'autre part, à la page 7 du même
document, le Gouvernement a reconnu
qu'il ne peut encore évaluer le nombre
de volontaires qu'il lui faudra pour
remplacer la partie des 3,920 miliciens
incorporés aux services sanitaires et à
d'autres services auxiliaires.

Ce nombre inconnu est-il compris
dans le total de 5,900 mentionné plus
haut ? Ou doivent-ils être comptés en
supplément ? Dans ce cas, quelle sera
la dépense minimum à résulter de leur
enrôlement ?

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

I. — Le texte du projet du Gouverne-
ment portait que : « *les dispositions de
la présente loi* seront appliquées pour la
première fois à la classe de 1930. »

Le texte de la Commission voté par la
Chambre porte : « *les dispositions des
articles 1, 2, 13 et 15 de la présente loi* ».

L'explication de cette restriction du
texte originaire, ne se trouve pas dans

le rapport de la Commission spéciale de la Chambre, et n'a pas été donnée au cours des débats. Il y a là une lacune qui pourra être comblée lors de la discussion au Sénat.

Votre Commission a entendu M. le Ministre de la Défense Nationale, qui lui a fourni des renseignements sur le système fortificatif, l'aviation et la mobilisation industrielle.

L'ensemble du projet de loi a été voté par 10 voix contre 8.

VŒU ÉMIS PAR LA COMMISSION.

Nos lois de milice, compliquées par elles-mêmes et qui ont subi tant de modifications importantes depuis l'armistice, sont véritablement matière pour initiés, et nécessitent de longues études. Elles portent des dispositions que les intéressés ne connaissent point

Ils ignorent leurs droits et la procédure pour les faire valoir.

Bien des administrations communales qui devraient les renseigner, ou prendre l'initiative d'examiner la situation de leurs administrés, ne sont pas au courant des dispositions légales en matière de recrutement.

Il en résulte que des dispositions inspirées au législateur par le désir qu'il soit tenu compte de situations intéressantes, demeurent inopérantes.

La Commission émet le vœu que les administrations de la Défense Nationale et de l'Intérieur prennent toutes les mesures qu'elles jugeront opportunes pour que les inscrits soient dûment avisés, en temps utile, des dispositions de la loi de recrutement qu'ils ont intérêt à connaître, et pour que les administrations communales prennent mieux souci de leurs administrés appelés au service militaire.

Le Rapporteur,

Vicomte DU BUS DE WARNAFFE.

Le présent rapport a été adopté par la Commission de la Défense nationale, par 10 voix contre 8 et une abstention.

Le Président,
JULES LEKEU.

Le Secrétaire,
Chevalier BEHAGHEL DE BUEREN.

Note de la minorité socialiste.

La minorité socialiste s'en réfère à la note qui, déjà, a été présentée à la Chambre au nom de la minorité de sa Commission. Elle accepte sans réserve le texte de ce document. Elle ne croit pas, au surplus, devoir soumettre ici à une critique nouvelle un projet que le rapporteur n'a pas vraiment défendu. Il ne lui reste donc plus à formuler qu'une très brève déclaration :

Elle ne saurait admettre que le Parlement puisse échapper même partiellement à ses responsabilités parce qu'il invoquerait son peu de compétence ! C'est en vain que l'on s'efforcerait de tourner en faveur de pareille thèse, quelques paroles de M. Vandervelde citées par le rapporteur. Certes, en une matière aussi grave que celle dont on s'occupe ici, il est d'une nécessité évidente que le Gouvernement consulte sa responsabilité propre. Mais il est non moins certain qu'une fois saisi d'un projet, c'est au Parlement lui-même à faire l'effort qu'il faut pour comprendre, et à trouver aussi le courage de décider. Le devoir que chaque élu assume vis-à-vis du pays ne se délègue pas, et l'on ne comprendrait pas mieux le parlementaire se dérochant derrière un ministre, que le ministre se dérochant derrière ses conseillers.

BELGISCHE SENAAT

COMMISSIEVERGADERING VAN 10 OCTOBER 1928.

Verslag uit naam van de Commissie voor Landsverdediging, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot wijziging van de wet op de militie, de werving en de dienstverplichtingen.

(Zie de n^{rs} 221, 260, de amendementen I tot XV en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 18, 19, 20, 25, 26 Juli; 1, 2, 3, 8, 9, 10, 16, 17, 22, 23, 24, 29, 30 Augustus; 5, 6 en 14 September 1928, en n^r 183 van den Senaat.)

Aanwezig : De heeren LEKEU, Voorzitter; Ridder BEHAGHEL DE BUEREN, Burggraaf BERRYER, CALONNE, DAMAS, Graaf DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, DE BROUCKERE, DELANNOY, Baron DE MÉVIUS, DERBAIX, DEWAELE, DIRIKEN, Baron d'HUART, HUISMAN-VAN DEN NEST, HUYSMANS (Armand), PIERLOT, SPILLEMAECKERS, VERBRUGGE en Burggraaf DU BUS DE WARNAFFE, verslaggever.

Algemeene Beschouwingen.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Eens te meer komen wij voor het vraagstuk der militieverplichtingen te staan op een oogenblik dat de beproevingen van den wereldoorlog den zucht naar vrede en naar verlichting der militaire lasten feller dan ooit doen oplaaien.

Die verzuchtingen zijn algemeen : in plechtige vergaderingen komen zij tot uiting. Onder elken vorm worden zij uitgedrukt : in het Locarno-verdrag, in het Kellog-pact.

De Volkenbond, ingaande op den wensch zijner lastgevers, tracht de ontwapening te regelen, of liever de bewapening te beperken. De bezwaren waarop hij stuit blijken uit herhaalde incidenten

en onlangs nog uit de verdaging tot het volgende jaar van de bevoegde voorbereidende Commissie.

Die stagnatie der pogingen, die gedwarsboomde verzuchtingen scheppen een atmosfeer van onveiligheid waaronder België lijdt, omdat het zich meer dan eenige andere natie bedreigd voelt, en dat, ondanks zijn totaal gemis van heerschzucht en imperialisme en zijn vurige liefde voor den vrede, het de mogelijke gevaren niet lijdzaam en onverschillig onder de oogen mag zien.

Zoo gebeurt het eens te meer, tegen onzen wil en onze verzuchtingen in, dat wij ons in de verplichting bevinden onze weermiddelen te herzien, en hen aan te passen aan de bijzondere gevaren die ons dreigen en aan de vorderingen van

de zoogenaamde « krijgskunst ». Tusschen twee ervijanden bekneeld, blijft ons grondgebied het slagveld waarop de mogelijke tegenstrevers azen.

Welk leger is er noodig om de mogelijke gevaren te bezweren ?

Het ware verkeerdt dit vraagstuk te vervangen door dit van den duur van den dienstdienst tot opleiding van den soldaat.

Aldus wordt de vraag verkeerdt gesteld.

Volstaan zes maand actieven dienst, niet om een soldaat op te leiden, doch om ons een leger te geven dat doelmatig onze grenzen kan verdedigen ?

Ziedaar het eenige vraagstuk.

Wij vernederen ons niet, doch plegen veeleer een daad van waarheid en oprechtheid, wanneer wij erkennen dat het van essentieel technischen aard is en slechts door bevoegde mannen kan worden opgelost.

Onlangs bracht de Minister van Landsverdediging in de Kamer de woorden van den heer Vandervelde in herinnering, die luiden :

« Steeds heb ik verklaard dat het beginsel van de zes-maandendienst slechts een schema was, en dat alleen een verantwoordelijke Regeering, beschikkend over de technische medewerkers die het parlementaire initiatief ontbeert, bij machte is een organiek ontwerp op touw te zetten. »

Dergelijke verklaring wijst alles terecht en omschrijft duidelijk de taak van hen die medewerken aan de landsverdediging.

Aan de bevoegde personen pas het hun meening te doen kennen.

Aan de Regeering zich daardoor te laten leiden, onder hare verantwoordelijkheid de meningsverschillen te beoordeelen, een oordeelkundige keuze te doen en het initiatief te nemen van de voorstellen die zij noodzakelijk acht.

Het Parlement waarbij deze voorstellen ahangig werden gemaakt, breekt daarover den staf en torst de

gansche verantwoordelijkheid. Zeer ondankebare taak voor de Regeering, want wat zij ook moge doen, zij is zeker sommige belangen te kwetsen, ofters op te leggen en daardoor eene impopulariteit op te loopen die het spel van de politiek zal trachten te doen ontstaan en te onderhouden.

Doch die taak mag zij niet van zich afschudden zonder het land te verraden. En dit geeft haar de verzekering dat aan hare zijde zullen staan degenen die met haar verantwoordelijk zijn voor het beleid van 's Lands zaken en in haar vertrouwen stellen.

Het valt niet te loochenen dat de Regeering gewetensvol haar taak heeft gekweten en bij het Parlement haar ontwerp van hervormingen ingediend.

Zij riep een Commissie in het leven die met nauwgezetheid de haar toebedeelde taak heeft vervuld.

Daarin werden gedachten en stelsels uiteengezet van zeer uiteenlopenden aard, doch daar vooral kwamen feiten aan het daglicht die onbetwistbaar waren en die het initiatief van de Regeering ten volle kwamen wettigen.

Deze feiten zijn de volgende :

Met den tien-maandendienst bleef onze grens gedurende vier maand van het jaar onverdedigd.

Ons materieel is onvoldoende en verouderd.

Onze kaders zijn niet tegen hun taak opgewassen.

Het materieel voor de opleiding van den soldaat is niet voorhanden.

Ons vestingstelsel moet worden hersteld en aangevuld.

Wij hoeven ons niet onledig te houden met al de maatregelen die de Regeering zal voorstellen om die leemten aan te vullen. Voor het oogenblik moeten wij een wervingswet onderzoeken die de modaliteiten bepaalt van de persoonlijke verstrekkingen der miliciens en onder meer van den duur van den dienstdienst.

Men kan niet genoeg herhalen dat

de duur van den dienstdtijd niet de eenige factor is van de opleiding van den soldaat.

In dit opzicht bewijzen de voorstellen van de Regeering dat acht maanden volstaan in de tegenwoordige voorwaarden van inrichting onzer kazernen en dat deze duur, in dit opzicht, kon worden verkort zoo de methoden en het materieel werden gemoderniseerd.

Maar een gedrild soldaat is slechts een bestanddeel van het leger, en het leger heeft een rol te vervullen en moet dien kunnen vervullen.

Deze rol is de bewaking onzer grenzen.

En om hem te vervullen, moet het te allen tijde op de grenzen liggen, omdat de bedreiging bestendig is en dat een tekortkoming een ware uitdaging zou zijn.

Ziedaar waarom de duur van den actieven dienst afhangt van de dekking waarvan de Staf, bij de vervulling van zijn rol, het hoofdbelang doet uitschijnen.

Dit is de oorsprong van de voorstellen van de Regeering.

Zij brengen de openbare meening in beroering : dat is het spel van de politiek.

A. — **Onderzoek der artikelen in de Kamer der Volksvertegenwoordigers.**

De wervingswet van 1923 bepaalde op 1 Juli den aanvang van de militaire verplichtingen, van den militietermijn.

Het ontwerp bepaalt dezen datum op 1 Mei.

Dit voorstel lokte hevige critiek uit in de Kamer. Men beweerde dat het de belangen over het hoofd zag van de miliciens, onder meer van de landbouwers en veldarbeiders.

Feitelijk steunt dit verwijt op een vergissing : bedoelde datum is niet die van den oproep onder de wapens doch die van den aanvang der militaire verplichtingen.

De datum van oproeping der miliciens

onder de wapens, van hunne werkelijke inlijving, werd nooit bij de wet bepaald, doch wel door den Minister van Landsverdediging volgens de behoeften van de legerinrichting.

In den loop der debatten heeft de Minister van Landsverdediging de voorgestelde wijziging gerechtvaardigd met te doen opmerken dat voortaan een deel der militieklas op 1 Juni zal worden opgeroepen. Het past dus dat de aanvang der militaire verplichtingen op een vroegeren datum worden bepaald.

De voorgestelde wijziging heeft geen ander doel.

ART. 2.

De wet van 1923 bepaalde in haar artikel 6 :

HOOFDSTUK II.

« Over de gewestelijke groepeerings.

» Art. 6. — In opzicht van werving is het grondgebied verdeeld in groepeerings bestaande uit een evenredig aantal Vlaamsche en Waalsche manschappen en manschappen uit de landbouw- en nijverheidsgewesten. Elke groepeerings levert, in beginsel, de voor eene bepaalde infanterie-divisie noodige militieplichtigen, die daarin worden verdeeld volgens de dienstbehoeften en buiten inachtneming van afkomst.

» De militieplichtigen van de legerkorpstroepen worden genomen uit de groepeerings der divisies, waaruit het legerkorps bestaat.

» De troepen, buiten die voor de legerkorpsen, worden over heel het grondgebied aangeworven.

» Bij de toepassing van de vorige bepalingen zal de Minister van Landsverdediging, zooveel mogelijk aan de militieplichtigen garnizoensplaatsen aanwijzen welke op minder dan 50 kilometer afstand van hunne woonplaats zijn gelegen ; ingeval deze afstand moest

grooter zijn, zal de Minister rekening houden met de mogelijke spoorwegverbindingen tusschen de aangewezen garnizoensplaatsen en de woonplaats van den militieplichtige.

» Elk jaar wordt gedurende vijftien dagen van het zittingsjaar, door den Minister van Landsverdediging, bij de bureelen van beide Kamers, een plan ter tafel gelegd, waarop is vermeld de indeeling der garnizoensplaatsen met het oog op de wervingsgroepeerings, krachtens lid I van dit artikel ingesteld.»

De ons voorgelegde tekst, die de groepeerings per provincie in de plaats stelt van de gewestelijke groepeerings door den Minister van Landsverdediging vastgesteld luidt als volgt :

« Artikel 6 der samengeordende wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

» De miliciens worden aangewezen voor de garnizoenen gelegen in de provincie waar zij voor de militie zijn ingeschreven, en zulks tot beloop van de aldaar gekazerneerde effectieven.

» Het gebeurlijk overschot wordt ingedeeld bij de garnizoenen eener naburige provincie, — bij voorkeur van dezelfde taalgroep of de provincie Brabant — van dewelke het getal miliciens beneden het vereischte cijfer der behoeften blijft.

» Bij de toepassing van de vorige bepalingen, zal de Minister van Landsverdediging zooveel mogelijk, aan de miliciens garnizoenplaatsen aanwijzen welke op minder dan 50 kilometer afstand van hunne woonplaats zijn gelegen; in geval deze afstand moet grooter zijn, zal de Minister rekening houden met de mogelijke spoorwegverbindingen tusschen de aangewezen garnizoenplaats en de woonplaats van den milicien.

» Desgevraagd, kunnen echter de miliciens worden ingedeeld bij andere garnizoenen dan die bij voorgaande bepalingen aangeduid. Bij Koninklijk besluit wordt geregeld hoe van dit

vermogen kan gebruik worden gemaakt.

» De bezettingstroepen worden overgansch het grondgebied geworven.

» Wanneer de provincie niet genoeg voordelegerstroepen geschikte elementen, evenals de voor de andere korpsen en diensten onmisbare specialisten leveren kan, worden die elementen in de naburige provinciën geworven, en, wanneer het volstrekt niet anders kan, overgansch het grondgebied. »

De Minister van Landsverdediging heeft duidelijk het doel dezer bepalingen omschreven :

« De Regeering en de gemengde Commissie, zegde hij, hebben nooit getracht voor de werving taalgroepen per provincie of andere in te richten, doch stelden zich steeds op het volgende standpunt :

« 1^o De miliciens zoo dicht mogelijk bij hun familie te houden;

» 2^o Aan de manschappen toe te laten in hun moedertaal te worden opgeleid, wat mogelijk is door de oprichting van eenheden met een bepaalde taal. »

Het beginsel dezer bepalingen werd in de Kamer niet bestreden. De voorgestelde amendementen hadden integendeel voor doel de toepassing op afzonderlijke en zelfs op uitzonderlijke gevallen te waarborgen.

De heer Pouillet, verslaggever, antwoordde terecht dat het onmogelijk was al de bijzonderheden van de uitvoering te regelen; dat men zich moet houden bij algemeene bepalingen en vermijden al te duidelijk te zijn, zoodat de wet soepel genoeg weze om, in het belang der miliciens, een practische en oordeelkundige toepassing van het wervingsstelsel mogelijk te maken.

ART. 3.

Weglating van artikel 9b uit de wet van 1923.

Zonder aanmerking werd dit artikel aangenomen.

Het huldigt eene feitelijke intrekking.

ART. 4.

Tekst der wet van 1923.

b) De aanvragen om uitstel worden zonder andere formaliteit ingewilligd, indien in elke provincie, het getal niet 12 t. h. van de onder artikel 4 bedoelde ingeschrevenen overschrijdt.

Nieuwe tekst.

Het eerste lid van littera *b* van artikel 11 der samengeordende wetten wordt door de volgende bepaling vervangen :

« b) De aanvragen om uitstel worden zonder andere formaliteit ingewilligd, indien het getal er van, voor gansch het land, geen 15 t. h. van de onder artikel 4 bedoelde ingeschrevenen overtreft. »

In de practijk verwacht men al te vaak *uitstel* met *vrijstelling*, dit moge onder meer blijken uit de debatten in de Kamer over dit artikel.

Het uitstel voorzien bij artikel 11 der wet, in tegenstelling met het uitstel voorzien bij artikel 12 dat neerkomt op vrijstelling van dienst in vredetijd, stelt den ingeschrevene niet vrij van dienst in vredetijd; het laat hem enkel toe de vervulling van zijn militaire plichten tot den leeftijd van vijf en twintig jaar uit te stellen.

Doch men moet het geval voorzien dat het aantal dezer aanvragen zoo hoog zou zijn dat daardoor het contingent in gevaar kon komen.

Onder het stelsel der wet van 1923 werden de aanvragen om een jaar uitstel zonder meer ingewilligd en dus zonder de tusschenkomst der militieraden zoo, in geen enkele provincie, hun aantal 12 t. h. van het cijfer der ingeschrevenen der provincie te boven ging.

Zoo dus in een enkele provincie het

procent met één eenheid werd overschreden, dan schreef de wet voor al de aanvragen bij de militieraden aanhangig te maken *in de negen provincien*, zelfs zoo voor het heele land de 12 t. h. niet werden overschreden.

De nieuwe formule verruimt de toepassing van artikel 11, in dezen zin dat, voortaan, al de aanvragen om uitstel zonder eenige rechtvaardiging zullen worden ingewilligd en zonder tusschenkomst van de militieraden zoo hun aantal voor het heele land niet 15 t. h. overtreft.

Daaruit volgt een groote vereenvoudiging van de controle-verrichtingen zonder nadeel voor de aanvragers. Daarbij dient opgemerkt dat, zoo het procent overschreden wordt, het aantal ingewilligde aanvragen niet zou worden beperkt tot 15 t. h. van het cijfer der ingeschrevenen. Al degenen die voor de militieraden kunnen bewijzen dat zij in een van de voorwaarden verkeerden bij artikel 11 voorzien, zouden voldoening bekomen.

ART. 5.

Nieuwe tekst.

1. — Onder n^r 1^o, na het tweede lid van littera *b* van artikel 11 der samengeordende wetten wordt een bepaling ingelascht, luidende :

« 1^o Aan de zeeofficieren, aan de leerlingen van de zeevaart- en de visschersscholen, aan de geschoolde machinisten, stokers en matrozen van het Staatszeewezen, de koopvaardijochepen en de visschersvloot. »

2. — De bepalingen genummerd 1^o tot 8^o van littera *b* van artikel 11 der samengeordende wetten zullen voortaan 2^o tot 9^o genummerd worden.

Deze bepaling geeft aan de zeelieden, in elk geval, het recht op uitstel. Zij lokte hevig verzet uit.

Waarom, zegde men, dergelijk voorrecht aan een bepaald beroep ?

Daarop antwoordde de Minister van Landsverdediging, dat zijn voorstel niet voor doel had een bepaalde categorie arbeiders te begunstigen, maar dat het belang van het land en van het leger eischt dat zeelieden niet aan hun loopbaan zouden worden onttrokken omdat er in oorlogstijd zeer zware diensten te verrichten zijn, die de tusschenkomst van beproefde zeelieden vergen.

Het geldt hier bovendien geen vrijstelling van militairen dienst, doch enkel uitstel, en het lijkt wel dat degenen die het ontwerp hebben gegispt, dit uit het oog hebben verloren.

De zeelieden zijn vrij van dienst zoo zij na acht jaar hun zelfde beroep uitoefenen. Aldus kunnen zij het voordeel genieten van de bepalingen der artikelen 11 en 12.

De opsomming in artikel 11 der wet is geen voorrang, doch bepaalt diegenen welke, in elk geval, recht hebben uitstel aan te vragen en te bekomen.

Waaruit blijkt dat de opwerpingen ongegrond waren.

ART. 6, 7, 8, 9.

De voorgestelde wijzigingen slaan enkel op den tekst en werden opgelegd door het recht op uitstel voor de zeelieden en de tekstwijziging als gevolg van artikel 11 der geldende wet.

De heer Somerhausen had een amendement ingediend naar luid waarvan de Hoogere Militieraad het recht had definitieve vrijstellingen te verleenen.

Dit amendement werd verworpen omdat het de deur openstelde voor willekeur.

ART. 10.

Nieuwe tekst.

Artikel 37 van de samengeordende wetten wordt met de volgende bepaling aangevuld:

« c) De Minister van Landsverdedi-

ging kan eveneens in beroep komen, doch enkel ten opzichte van de door de werfbureelen vrijgestelde of uitgestelde miliciens.

» De uitoefening van dit recht wordt bij Koninklijk besluit geregeld. »

Onder de tegenwoordige wet hebben alleen de ingeschrevenen, die niet in het gasthuis in observatie werden gesteld, het recht in beroep te komen van de beslissingen getroffen door de geneesheeren aan de werfbureelen toegevoegd.

Daar sommige beslissingen van de werfbureelen protest hadden uitgelokt, zoo meende de Minister van Landsverdediging ook het recht van beroep open te stellen voor de vrijgestelde of uitgestelde miliciens, zoodat desnoods toezicht kon worden uitgeoefend op het verleenen van vrijstellingen.

In de Kamer werd voorgesteld het recht van beroep van den Minister volstrekt en algemeen te maken, doch de Regeering was van meening dat dit recht niet moest worden verruimd buiten de grenzen door het ontwerp bepaald.

ART. 11.

Nieuwe tekst.

Littera *b* van artikel 49 der samengeordende wetten wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« *b*) De miliciens, houders van het diploma van doctor in de geneeskunde, die een dienstverbintenis voor het koloniaal leger aangaan, worden voor den duur van hun verplichtingen van actieven dienst bij het leger van het Moederland, ter beschikking van den Minister van Koloniën gesteld.

» De miliciens, die doorlopend in de Kolonie verblijven, hunne ouders er sedert ten minste tien jaar gevestigd zijnde, en die, na de reeks onder artikel 11 voorziene uitstellen te hebben bekomen, eene dienstverbintenis voor de Kolonie aangaan, worden voor den duur van hunne militaire verplichtingen

bij het leger van het Moederland, ter beschikking van den Minister van Koloniën gesteld. Zij worden in de werfreserve gehandhaafd. »

Het wegvallen van het vroegere *b)* was geboden, sedert *c)* was weggevallen, korps torpedisten en mariniers, daar de aldaar voorziene indeeling niet meer mogelijk is.

Bovendien was het noodzakelijk het ter beschikking stellen van den Minister van Koloniën te voorzien van de geneesheeren die een verbintenis in het koloniale leger aangaan en van de miliciens in Congo gevestigd en in dienst van de Kolonie.

ART. 12.

Artikel 50 der samengeordende wetten voorzagt dat enkel in de reservekaders zouden worden opgeleid de miliciens die zulks aanvroegen : slechts in geval van tekort had de Minister van Landsverdediging het recht van ambtswege jongelieden aan te duiden die aan sommige door hem bepaalde vereischten voldoen.

Voortaan zullen de miliciens die aan die vereischten voldoen, verplicht zijn bij te dragen tot de werving der reservekaders.

ART. 13.

Duur van den actieven dienst.

Wat dit punt betreft, verwijzen wij naar de algemeene beschouwingen van dit verslag.

Feitelijk liep het debat in de Kamer alleen over het antagonisme tusschen het volstrekte princip van den zesmaandendienst en elk ander stelsel dat strengere persoonlijke verstrekkingen meebracht, zonder dat de modaliteiten van het door de Regeering voorgestelde stelsel meer in het bijzonder werden onderzocht.

ART. 14 tot 23.

Zonder bespreking of na opmerkingen

van veeleer bijkomend belang werden deze artikelen goedgekeurd.

B. — Behandeling in den schoot der Senaatscommissie voor Landsverdediging.

N. B. — *Door de zorgen van de Griffie werd een beknopt verslag van de debatten opgemaakt.*

Dit verslag, door de Commissie onderzocht en goedgekeurd, ligt in de Griffie ter beschikking van de Senatoren.

Wij verwijzen naar dit stuk en zullen in dit verslag alleen die vraagstukken behandelen waarop nadruk werd gelegd.

I. — ALGEMEENE BEHANDELING.

Een lid betwist dat het ontwerp van de Regeering de uitdrukking zij van de conclusiën der gemengde Commissie.

Het meent dat het cijfer voorzien voor het jaarlijksch contingent niet toelaten zal zes actieve divisies tot stand te brengen, met de getalsterkte van 195,000 man, door generaal Galet in zijn uiteenzetting voor de gemengde Commissie voorzien.

Afgezien van den afval en van de miliciens voor de diensten en bedieningen aangewezen, slinkt het contingent van 44,000 man op 30,000.

Daar het actieve leger gemiddeld drie tot vier klassen omvat, volgens het wapen, en wel drie en half, zoo zal het slechts 100,000 man tellen in plaats van het cijfer door den staf voorzien.

Het lid acht daarover verklaring noodig vanwege de Regeering tijdens de openbare debatten.

II. — BEHANDELING DER ARTIKELEN.

EERSTE ARTIKEL.

Aangenomen met 7 tegen 4 stemmen.

ART. 2.

Een lid deed opmerken dat de tekst van dit artikel dubbelzinnig is en dat in de Kamerdebatten het op uiteenlopende wijze verklaard was geworden door den heer Pouillet, verslaggever (blz. 3 van zijn verslag) en door den Minister van Landsverdediging (*Handelingen*, blz. 2041).

Kan deze tekst niet worden gewijzigd, dan zou de behandeling in den Senaat de juiste strekking moeten toelichten.

Het staat vast dat, wegens de ligging der garnizoenen, het beginsel van de inlijving der miliciens in hunne provincie tal van uitzonderingen zal lijden en dus moeten de gevolgde regelen duidelijk worden omschreven.

Artikel 2 werd ter stemming gelegd en goedgekeurd met 7 tegen 6 stemmen.

ART. 5.

Om klaar te zien in den bijzonderen toestand waarin dit artikel de zeelieden plaatst, heeft de Commissie aan de Regeering mededeeling gevraagd van het verslag der Commissie aangesteld om advies uit te brengen over de indeeling der zeelieden. Dit verslag werd medegedeeld en ligt ter inzage bij de Griffie.

ART. 10.

De Commissie was verwonderd over het stijgend aantal vrijstellingen.

Deze toestand lijkt haar des te abnormaler dat er volgens de streek een groote schommeling waar te nemen valt in de verhouding der vrijgestelden.

Aldus telt West-Vlaanderen de meest door den oorlog beproefde provincie, het kleinste aantal vrijgestelden.

Om dit te verhelpen werd de bepaling van artikel 10 voorgesteld : zij geeft den Minister van Landsverdediging het recht de verdachte beslissingen na te gaan.

De Commissie heeft aan de Regeering

de statistiek gevraagd van de vrijstellingen per categorie zieken, om zich te vergewissen over de mogelijke gevallen van geveinsde kwalen of bedrog.

Deze inlichtingen werden verstrekt en liggen bij de Griffie ter inzage.

ART. 12.

Een lid hekelde den tekst van dit artikel dat de miliciens die aan sommige *studievereischen* voldoen verplicht bij te dragen tot de aanwerving van de aanvullende kaders.

De Minister van Landsverdediging da'arover ondervraagd, heeft geantwoord dat deze bepaling toegepast zou worden als onder het tegenwoordig stelsel. De onderrichtingen voor de toepassing slaan niet alleen op de miliciens die houder zijn van diplomas die zekere *studies* betreffen, doch ook van miliciens die *sommige bedieningen* uitoefenen zonder dat zij houder van een diploma wezen. Men stelt aldus de woorden « *studievereischen* » gelijk met de woorden « *uitoefening van sommige bedieningen* », wat heel wat anders is.

Waaruit blijkt dat men aan de woorden van de wet een beteekenis bij analogie geeft die zij niet bezitten.

Een lid vroeg zich af wat het lot zou zijn van de onderwijzers en de brankardiers, die voldoen aan de *studievereischen* voorzien voor de aanwerving der aanvullende kaders.

Volgens dit lid zou artikel 12 hun een langeren dienstdienst opleggen.

Wij meenen niet dat dit het geval is.

Inderdaad, de artikelen die op sommige onderwijzers slaan en op sommige miliciens aangewezen voor de hulpdiensten, zijn niet ingetrokken (art. 86 en art. 49 der samenbindende wetten).

Deze artikelen blijven beslist van toepassing en dus vallen zij niet onder toepassing van artikel 12. Dit blijkt overigens uit het antwoord door de Regeering gegeven op vraag II, n^o 3, haar gesteld door de Commissie van de Kamer (blz. 8

van bijlage II van het verslag van den heer Pouillet).

ART. 13.

Een lid deed het volgende opmerken :

1. Artikel 57 der militiewet, dat niet wordt ingetrokken, bepaalt het jaarlijksch contingent op 44,000 man; artikel 13 van het ontwerp verdeelt dit contingent in twee deelen; een eerste dat meer dan acht maand zal dienen, een tweede dat acht maand zal dienen. Het aantal miliciens in te lijven in het eerste gedeelte wordt bepaald op 21,000 plus het getal overeenstemmend met den afval van het vorige dienstjaar : wat het totaal op 23,100 brengt.

Het gevolg daarvan is dat het aantal miliciens dat men in het tweede gedeelte kan inlijven $44,000 - 23,100 = 20$ duizend 900 bedraagt, welk cijfer zelf op 19,000 slinkt, na aftrek van den afval.

Volgens de tabel gevoegd bij het antwoord op vraag 6 van de bijzondere Commissie der Kamer, zijn er 22,900 persoonlijke prestaties vereischt.

Zoo de tabel het bruto cijfer aangeeft, dan zullen er minder manschappen beschikbaar zijn dan de behoeften en wel 2,000.

Zijn echter de cijfers van de tabel netto-cijfers, dan zal het tekort 3,900 bedragen of 17 t. h. ongeveer.

Loopt in die omstandigheden het door de Regeering ontworpen plan van militaire inrichting geen gevaar ?

2. Artikel 13d, 2°, voorziet de inlijving in het contingent van 21,000 man met verlengden dienst, van de tijdelijke, stagedoende of vaste bedienden van de Staatsbesturen en van *de onder het toezicht dezer besturen staande instellingen*.

Welke zijn de aldus bedoelde instellingen ?

3. Hetzelfde lid behoudt zich het recht voor uitleggingen te vragen over artikel 13e, 1° en f, bepalingen die hem onduidelijk voorkomen en waarvan de toepassing, in elk geval, tot ongerijmdheden aanleiding moet geven.

Aldus bij voorbeeld, zoo het overschot zoo gering is dat de keuze, aan de gezinnen gelaten wegens vroegere diensten, vergt dat deze diensten 3 ten hoogste bedragen, dan zullen de miliciens uit deze gezinnen den voorrang hebben op de miliciens bedoeld bij littera f, ofschoon deze laatste gezinnen slechts twee prestaties hebben geleverd, wat niet rechtvaardig lijkt.

Om deze bepalingen te verklaren, zijn duidelijke uitleggingen vereischt.

Een lid vindt overdreven dat het tijdperk tijdens hetwelk binnenroepingen mogelijk zijn, tien jaar bedraagt, zoowel met het oog op den milicien als op dit van het belang van het leger.

De Commissie heeft aan de Regeering de volgende vraag gesteld :

« De Commissie verzoekt den Minister haar de volgende inlichtingen te verstrekken :

» Wat zijn de besturen en diensten rechtstreeks of onrechtstreeks afhankende van den Staat (bij voorbeeld, concessiehoudende vennootschappen), waar burgerlijke bedieningen aan de onderofficieren worden voorbehouden ?

» Hoeveel bedieningen van dien aard is de Regeering voornemens aan de onderofficieren voor te behouden ?

» Wat is de verdeling van die bedieningen per bestuur of dienst ? »

Deze vraagstukken moeten door de wetgeving worden opgelost. Zij maken het voorwerp uit van verschillende bij het Parlement aanhangige voorstellen. (Zie o. m. Gedrukte Stukken, n° 237 (1921-1922), n° 302 (1923-1924), n° 28 (1927-1928).

Op een vraag betreffende de toepassing van het 2° van litt. a, van artikel 13 heeft de Regeering geantwoord :

« De meeste Staatsbedienden, om niet » te zeggen allemaal, zijn specialisten » die het leger noodzakelijk moet in- » deelen bij de technische troepen — » spoorwegtroepen en seintroepen. Met » het tegenwoordig stelsel, worden deze

» bedienden van ambtswege aangeduid
 » voor de bedoelde technische formaties
 » en dienen zij dus twaalf maand. De
 » bepaling van 2^o, littera *d* van arti-
 » kel 13 van het wetsontwerp heeft
 » nooit eenige andere strekking gehad
 » dan het voortbestaan van den tegen-
 » woordigen toestand te verzekeren.

» Inderdaad, zonder deze nieuwe be-
 » paling, zouden de Staatsbedienden,
 » eerst opgeroepen van elke familie,
 » twaalf maand dienst moeten doen,
 » en de anderen slechts acht maand.
 » De behoeften van het leger vergen
 » echter dat al de miliciens die reeds
 » gedeeltelijk gespecialiseerd zijn en
 » bij de technische troepen werden
 » ingelijfd, twaalf maand zouden dienen.

» De zeer bijzondere toestand van de
 » Staatsbedienden wettigt de persoon-
 » lijke verstrekking die van hen wordt
 » gevergd. Inderdaad, deze bedienden
 » weten dat hun betrekking vast is en
 » hoeven niet te vreezen voor werk-
 » loosheid, wegens crisis in de nijver-
 » heid, of om eenige andere reden, daar
 » hun steeds arbeid wordt gewaarborgd.
 » Bovendien, aan het einde van hun
 » loopbaan, ontvangen zij een pensioen
 » waarvan de kosten geheel ten laste
 » komen van het bestuur waarbij zij
 » worden te werk gesteld.

» Ziehier, als documentatie, wat de
 » klas 1928 aan Staatsbedienden om-
 » vatte, met dien verstande dat, in deze
 » rubriek de bedienden van de Natio-
 » nale Spoorwegmaatschappij zijn be-
 » grepen.

*Beroep : Aantal Staatsbedienden voor den
 dienst in 1928 aangewezen :*

» Postbedienden : Telegraaf, telefoon (algemeene rubriek omvattende de ordeklerken, de exploitatieklerken, enz.)	161
» Aangestelden	20
» Paswerkers, locomotieven- opstellers	15
» Stokers op rijdende machines	21
» Telefonisten	27

» Helpers bij het bestuur der posterijen, telegrafien, en tele- fonen (morsisten)	1
» Morsisten	119
» Wagenopnemer	1
» Paswerkers, wagenopstellers	2
» Wegwerkers bij den spoor- weg	40
» Rangeerders bij den spoor- weg	55
» Berichtbestellers	5
» Brievenbestellers	28
» Lijnleggers	5
» Telegrambestellers	19
» Toestelplaatsers bij de tele- graaf en de telefoon	3
» Bedienden werkzaam bij het aanleggen van telegraaf- en telefoonlijnen	5
» Radiotelefonisten	7
» Electriciens	6
» Lijnleggers	6
» Telegrafisten	14
» Opnemers bij de spoorwegen	2
» Wagenaanhakers	—
» Laders	4
» Machinisten	1
» Seinhuisbedienden	1
» Paswerkers	1
» Stempelaars	2

—
571

» Het Departement bezit geen inlich-
 » tingen omtrent het aantal bedienden
 » in de overige Staatsdiensten, tol,
 » accijnzen, enz. Dit getal moet echter,
 » niet hoog zijn, daar de meeste jonge-
 » lieden hunnen militairen dienst heb-
 » ben gedaan alvorens te worden aan
 » geworven.

» Het aantal Staatsbedienden die
 » twaalf maand dienst zullen doen zal
 » waarschijnlijk 800 niet overschrijden.

» Onderstaande tabel geeft het aantal
 » Staatsbedienden aangevraagd door de
 » spoorwegtroepen en de seintroepen :

» Aangestelden, klerken	15
» Paswerkers, opstellers	18
» Paswerkers, wagenopstellers	2

» Stokers op rijdende loco-	
» tienv.	44
» Wachters, remmers . . .	21
» Magazijniers, lampenisten .	4
» Wisselwachters	15
» Gereedschapsmakers . . .	5
» Wegwerkers	125
» Lijnleggers	2
» Morsisten bij spoorwegen,	
posterijen, telefoon en telegraaf .	325
» Lijnleggers, hulp-lijnleggers,	
» electriciens, helpers bij de pos-	
» terijen, telegrafen en telefonen,	
» behulpzaam bij het aanleggen	
» en onderhouden van telegraaf-	
» en telefoonlijnen	100
» Toestelplaatsers bij de tele-	
» graaf en de telefoon	50
	—
	726
» Het aantal beschikbare miliciens bij	
» de spoorwegen, posterijen, telegraaf	
» en telefoon bereikt niet de behoeften	
» van de spoorweg- en seintroepen.	
» Volgens den tekst van het ontwerp,	
» wordt twaalf maand dienst opgelegd	
» aan de tijdelijke, stagedoende of vast-	
» benoemde agenten van de Staats-	
» besturen en van de onder het toezicht	
» dezer besturen staande instellingen.	
» Wat dezen tekst wettigt is de ver-	
» schillende beteekenis die volgens de	
» departementen de woorden « tijde-	
» lijke, stagedoende, enz. » hebben.	
» De interministerieele commissie belast	
» met het opmaken van het Koninklijk	
» besluit door het ontwerp voorzien,	
» zal de bedienden moeten indeelen	
» volgens dit princip dat alleen twaalf	
» maand dienst zullen doen de bedien-	
» den die in de Staatsbesturen voor-	
» nemens zijn <i>hun heele loopbaan</i> door	
» te maken. Dezelfde Commissie zal de	
» lijst opmaken van de inrichtingen	
» onder toezicht van den Staat, en	
» waarvan de bedienden onder toepas-	
» sing vallen van de nieuwe wets-	
» bepaling. »	

Artikel 13 wordt met 6 tegen 5 stemmen goedgekeurd. Een lid onthield zich.

ART. 18.

Dit artikel bepaalt op twee en dertig jaar den leeftijd tot dewelke de onder-officiëren in actieven dienst mogen blijven.

Een lid maakte de opmerking dat deze bepaling in strijd kon zijn met de rechten verworven krachtens overeenkomsten die zouden moeten worden nageleefd.

Een lid betoogt dat de Regeering op 5,900 het aantal vrijwilligers raamt die zullen moeten worden aangeworven om de voorziene bedieningen te vervullen : dit blijkt uit het antwoord door de Minister van Landsverdediging op een vraag gesteld door de Bijzondere Commissie der Kamer (Stuk n° 260, Bijlage II van het verslag van den heer Pouillet, blz. 15). De Regeering verklaarde de uitgave uit dien hoofde niet te kunnen ramen.

Zou men althans geen aanwijzingen kunnen hebben omtrent het minimum dezer uitgave ?

De Regeering waaraan deze vraag door den verslaggever werd overgemaakt heeft geantwoord dat men rekenen moest met een minimum van 10,000 frank per vrijwilliger.

Op blz. 7 van het zelfde stuk heeft de Regeering erkend dat zij het aantal vrijwilligers nog niet kon ramen die zij noodig had om een deel der 3,920 miliciens te vervangen die bij de geneeskundige diensten en andere hulpdiensten worden ingelijfd.

Is dit onbekend cijfer vervat in het totaal van 5,900 dat hooger werd voorzien ? Of komt dat daar nog bij ? Wat zal in dit geval de minimum uitgave zijn die hun aanwerving zal medebrengen ?

ALGEMEENE BEPALINGEN.

I. — De tekst van de Regeering luidde dat « *de bepalingen dezer wet* voor de

eerste maal zullen toegepast worden in 1930 ».

De tekst door de Commissie der Kamer goedgekeurd luidt : « *de bepalingen van de artikelen 1, 2, 13 en 15 van deze wet* ».

De verklaring van die afwijking van den oorspronkelijken tekst is niet te vinden in het verslag van de Bijzondere Commissie der Kamer, noch in de Handelingen. Dat is een leemte die allicht bij de behandeling in den Senaat kon worden aangevuld.

* * *

De Commissie heeft den Minister van Landsverdediging gehoord die haar over het vestingstelsel, het vliegwezen en de mobilisatie der nijverheidsbedrijven heeft ingelicht.

Het ontwerp in zijn geheel werd goedgekeurd met 10 tegen 8 stemmen.

WENSCH DOOR DE COMMISSIE UIT-
GEDRUKT.

Onze militiewetten, op zichzelf reeds ingewikkeld, en die sedert den wapenstilstand zoovele wijzigingen hebben ondergaan, zijn alleen door ingewijden te begrijpen en vergen lange studie. Zij bevatten bepalingen die de belanghebbenden niet kennen.

Zij zijn totaal onbekend met hunne rechten en de manier om hen te doen gelden.

De gemeentebesturen die hen konden inlichten, of het initiatief nemen den toestand harer onderhoorigen na te gaan, zijn niet op de hoogte van de wetsbepalingen in zake werving.

Gevolg daarvan is dat vele bepalingen, ingegeven door den wensch met belangwekkende toestanden rekening te houden, doode letter blijven.

De Commissie drukt den wensch uit dat de Departementen van Landsverdediging en van Binnenlandsche Zaken al de maatregelen zullen treffen die zij noodig achten opdat de ingeschrevenen tijdig op de hoogte worden gebracht van de bepalingen der militiewet die zij belang hebben te kennen en opdat de gemeentebesturen zich meer zouden bekommeren om hunne ingezetenen die

voor den militairen dienst worden opgeroepen.

De Verslaggever,
Burggraaf DU BUS DE WARNAFFE.

Dit verslag werd door de Commissie voor Landsverdediging goedgekeurd met 10 tegen 8 stemmen en 1 onthouding.

De Voorzitter,
J. LEKEU.

De Secretaris,
Ridder BEHAGHEL DE BUEREN.

**Nota uit naam van de socialistische
minderheid.**

De socialistische minderheid verwijst naar de nota die reeds in de Kamer uit naam van de minderheid harer Commissie werd ingediend. Zonder voorbehoud treedt zij dien tekst bij. Zij meent overigens niet een critiek te moeten oefenen over een ontwerp dat door den verslaggever niet werd verdedigd. Zij bepaalt zich dus bij een bondige verklaring :

Zij kan niet dulden dat het Parlement, zelfs gedeeltelijk, aan zijn verantwoordelijkheid zou ontsnappen omdat het zich op zijn geringe bevoegdheid zou beroepen ! Te vergeefs verdraait men, om dergelijke stelling te staven, enkele woorden van den heer Vandervelde aan. Gewis, waar het gaat om zoo ernstig een vraagstuk als dit, spreekt het van zelf dat de Regeering eerst hare technici raadpleegt en daarna haar eigen verantwoordelijkheid verbindt. Maar het lijkt evenmin twijfel dat, eens het ontwerp bij het Parlement aanhangig, dit laatste zich moet inspannen om het te begrijpen en den moed moet hebben om daarover den staf te breken. De plicht, die op iederen gekozene drukt, kan niet aan anderen worden overgedragen en men zou evenmin begrijpen dat een parlamentslid zich achter een minister verschuilt als dat een minister zich achter zijne raadgevers zou verschuilen.